

**DELIBERATION N° 2019-69
APPROBATION D'UNE CONVENTION**

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 5 NOVEMBRE 2019

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu le Décret n° 65-906 du 23 octobre 1965 instituant une université à Nice,
Vu le Décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté interministériel du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'Université de Nice,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu la délibération n° 2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu l'avis favorable rendu par la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire le 21 octobre 2019,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Stéphane AZOULAY, Vice-Président Formation,

APPROUVE la convention de coopération au bénéfice de fonctionnaires stagiaires, entre la Fédération des Emirats Arabes Unis et l'Université Nice Sophia Antipolis, telle qu'annexée à la présente délibération.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 19

Présents et représentés : 21

Fait à Nice, le 5 novembre 2019

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration


Marc DALLOZ

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-69

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE : 21 NOV. 2019

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE : 21 NOV. 2019

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.



Faculté de Droit et
Science Politique



AMBASSADE DES
EMIRATS ARABES UNIS
BUREAU MILITAIRE
PARIS



الإمارات العربية المتحدة
الداخلية العسكرية
باريس

Convention de coopération
au bénéfice de fonctionnaires stagiaires

entre

la Fédération des Emirats Arabes Unis, représentée par l'Ambassade des Emirats Arabes Unis à Paris (Bureau de formation)

et

l'Université Nice Sophia Antipolis (UNS)
Grand Château, B.P. 2135, 28 avenue de Valrose, 06103 NICE cedex 2, France
(n° Siret 19060931300019)

membre d'Université Côte d'Azur (UCA)
Grand Château, B.P. 2135, 28 avenue de Valrose, 06103 NICE cedex 2, France
(n° Siret 13002089400015)

établissant un programme spécifique de formation
en vue de l'obtention du
Diplôme de « Licence », parcours « Science politique »

_____ 2019

Préambule

En conformité avec la réglementation en vigueur de la République Française :

Vu le code de l'Éducation, notamment ses articles L. 123-7, L. 613-1, D. 123-12, D. 123-13 et D. 123-14 ;

Vu le Décret n°2013-756 du 19 août 2013 ;

La Fédération des Emirats Arabes Unis (EAU) représentée par le Bureau Militaire / Service Formation de l'ambassade des Emirats Arabes Unis à Paris, représentée par le Colonel Abdulla ALNAQBI – attaché de défense adjoint près l'ambassade des Emirats Arabes Unis à Paris,

et Université Côte d'Azur, ci-après appelée UCA, représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc GAMBAUDO, agissant en vertu des Statuts,

et l'Université Nice Sophia Antipolis, représentée par son Président, Monsieur le Professeur Emmanuel TRIC,

ci-après appelées collectivement les « Partenaires », ont conclu le présent accord selon les conditions ci-après :

1. Conditions générales

1.1. Le programme est un programme élaboré et réalisé par l'UNS, membre d'Université Côte d'Azur, en coopération avec le bureau militaire (service formation) de l'ambassade des EAU.

1.2. L'étudiant est une personne admise à s'inscrire à l'UNS, membre d'Université Côte d'Azur, en application de la procédure définie dans cette convention.

1.3. La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre l'Université Nice Sophia Antipolis, membre d'Université Côte d'Azur, et le Bureau militaire de l'Ambassade des EAU.

1.4. Cette collaboration concerne la formation professionnelle de fonctionnaires stagiaires et/ou de fonctionnaires.

2. Cadre réglementaire

L'organisation des enseignements dans le cadre de la convention est guidée par :

- les Accords internationaux auxquels sont parties les Etats du siège des Partenaires ;
- les législations en vigueur dans les Etats du siège des Partenaires ;
- les réglementations locales édictées en matière d'activités d'enseignement, administratives et autres et applicables aux Partenaires.

3. Structure et contenu du programme de formation

3.1. Dans le cadre de la convention, les Partenaires ont élaboré et approuvé le schéma de réalisation du programme. (Annexe 1).

3.2. La durée de la formation en présentiel dans le cadre de la convention correspond à la durée en vigueur de la formation de Licence au sein de l'UFR Droit et Science Politique de l'Université Nice Sophia Antipolis, membre d'Université Côte d'Azur.

4. Inscription au programme

4.1. Les étudiants acceptés pour le programme sont inscrits pédagogiquement et

administrativement chaque année à l'UFR Droit et Science Politique.

4.2. Les dossiers de candidature sont proposés par le Bureau militaire de l'Ambassade des EAU, et validés par une commission pédagogique constituée d'enseignants-chercheurs de l'UFR Droit et Science Politique, en charge de la sélection pour le programme.

4.3. L'admission à la formation est notamment conditionnée par la production de la part du candidat d'un certificat international de connaissance de la langue française au niveau B2 au minimum selon le *Common European Framework of Reference for Languages*.

4.4. A l'inscription, l'étudiant doit être informé du règlement de la convention par l'Université d'origine.

5. Formation dans le cadre de la convention

5.1. La formation est dispensée en anglais et en français.

5.2. Le programme de la formation est développé sur quatre années universitaires :

- une session préparatoire (au cours de l'année universitaire 2018-2019),
- trois années de Licence, parcours Science politique. Les étudiants suivent les cours prévus dans la maquette de chaque année de Licence. Chaque année, le passage dans l'année supérieure est conditionné par la réussite aux examens.

La délivrance du diplôme de la Licence de Droit, parcours Science politique est conditionnée par la réussite aux examens.

5.3. Le régime pédagogique de la formation est celui du régime pédagogique de la Licence, parcours Science politique (les conditions concernant le redoublement, ainsi que la constitution du jury sont les mêmes).

5.4. Le règlement des examens fait office de référence pour l'université, son contenu a été validé et voté par la CFVU du 05/07/2018 et vaut pour toutes les composantes de l'Université. Les règles relatives à la surveillance (points 2 et 3) et à la composition du jury (point 1.2) y sont clairement énoncées.

A ceci s'ajoutent les modalités de Contrôle des connaissances et les maquettes pour chaque année de formation au diplôme de Licence, qui ont été validés par les instances de l'université et qui s'intègrent dans le contrat en cours (<http://unice.fr/faculte-de-droit-et-science-politique/scolarité/contrôle-des-connaissances-Examens/contrôle-des-connaissances-Examens>).

6. Coût de la formation

6.1. Pour chacune des trois années de la Licence, les droits d'inscription sont établis à 7150 euros, et se décomposent comme suit :

- Montant droits nationaux : 170 euros (année universitaire 2018/2019)
- Droits spécifiques : 6980 euros qui couvrent les activités pédagogiques suivantes :
 - Tutorat,
 - Visites des partenaires institutionnels,
 - Participation aux séminaires et colloques,
 - Suivi pédagogique et administratif,
 - Accompagnement des étudiants dans les démarches administratives locales (logement).

6.2. Pour la session préparatoire, les étudiants sont accueillis au sein de l'UFR Droit et Science Politique à partir du 1^{er} février 2019.

Les droits d'inscription relatifs à cette session préparatoire de mise à niveau (février 2019/août 2019) sont de 2500 euros et se décomposent comme suit :

- Droits nationaux : 170 euros (année universitaire 2018/2019)
- Droits spécifiques : 2330 euros.

6.3. Les étudiants participant au programme assument personnellement la charge de leurs frais à Nice (frais de loyer, d'assurance, de visa, de transports).

6.4. Conformément à la réglementation nationale en France, les étudiants inscrits dans ce programme devront s'acquitter de la Contribution de la Vie Etudiante et de Campus - CVEC (entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2018, fixé pour l'année universitaire 2018-19 au niveau national à 90 €).

Le montant de la CVEC pour l'année 2019-20 est fixé au niveau national à 91 €. Ce montant est susceptible de révision à chaque rentrée universitaire.

Le paiement de cette contribution doit se faire, avant l'inscription à l'UFR Droit et Science Politique, auprès du CROUS sur la plateforme dématérialisée.

7. Durée de la convention

7.1. Le présent Accord est applicable sur la période couvrant l'ensemble du programme, du 1^{er} février 2019 au 31 juillet 2022.

8. Résiliation de la convention

8.1. Les Parties sont en droit de dénoncer unilatéralement la présente convention en notifiant par écrit leur décision à l'autre Partenaire et en respectant un préavis de trois mois. La dénonciation se fait en cas de faute du partenaire résultant des manquements à la présente convention.

8.2. En cas de résiliation de la présente convention, les Parties coopèrent afin de trouver une solution concertée aux problèmes résultant de la résiliation et préservant les intérêts des étudiants.

9. Responsabilité et coordination du programme

9.1. La Direction pédagogique et administrative du programme est assurée par les représentants des services administratifs et pédagogiques de l'UFR Droit et Science Politique l'Université Nice Sophia Antipolis, membre d'Université Côte d'Azur.

Pour le Partenaire :

Colonel Abdulla ALNAQBI : attaché de défense adjoint près l'Ambassade des Emirats Unis à Paris.

10. Données à caractère personnel

10.1. Les parties déclarent avoir été informées et acceptent que la fourniture, la collecte ou tout autre traitement de données à caractère personnel soit réalisé exclusivement afin de répondre à des finalités se rapportant au cadre de la présente convention et limité à la durée de son exécution.

10.2. En ce qui concerne les traitements de données, chaque partie doit se conformer à sa propre législation nationale ainsi qu'au Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

11. Modifications et avenants de la convention, règlement des différends

11.1. Toutes les modifications et avenants à la présente convention et/ou à ses Annexes sont convenus, stipulés par écrit et signés par les représentants des Parties.



11.2. En cas de différend relatif à l'interprétation et à l'application de la présente convention, les Parties s'efforcent de le régler par des négociations directes. Si une solution acceptée par les deux Parties ne peut être dégagée par cette voie dans un délai de 6 mois, les Parties soumettent le différend à la médiation par un tiers désigné conjointement par elles, qui propose une solution prenant en tenant compte de la nature académique de la coopération.

12. Autres conditions

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux en français, signés par chacune des parties qui en conservera chacune une ayant la même valeur juridique.

Pour les Présidents de l'UNS et d'UCA et par délégation :
Le Vice-Président délégué aux Relations Internationales,
Nice, le

_____ Pr. Jean-Christophe MARTIN

L'Attaché de la défense adjoint près l'Ambassade des Emirats Arabes Unis à Paris,
Paris, le

_____ Colonel Abdulla ALNAQBI